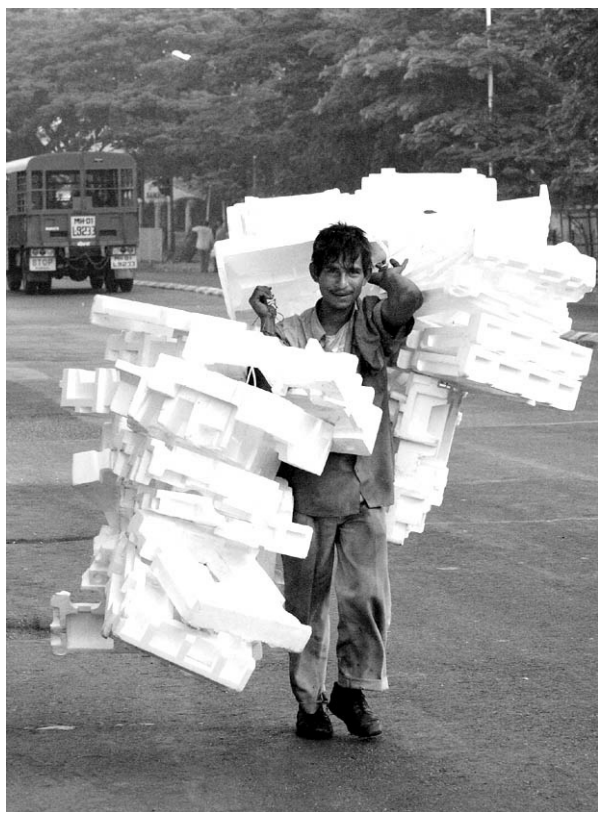
Et c'est là que la mondialisation diffère de l'impérialisme classique, tout en en dérivant. L' impérialisme soumettait des sociétés périphériques, mais la mondialisation sous hégémonie du capital financier, tend (c'est une tendance) à transformer chaque région, nation, société, en parcelle du monde, en circonscription du monde, chacune étant mondialisée, et donc privée de son historicité. Mais heureusement ce n'est qu'une tendance qui provoque des contre-tendances et par exemple, pour parler du domaine linguistique, c'est pour ça que la langue française, est de plus en plus délaissée, parce que ce n'est plus qu'une petite langue tribale résiduelle, elle n'est guère utile, et c'est aussi pour ça qu'il faut défendre la langue française. Exactement pour les mêmes raisons qu'il faut défendre la langue basque, corse ou bretonne.

Une Mondialisation contre les besoins identitaires et sociaux

Sur ce plan là c'est uniquement une question d'échelle. Aujourd'hui le basque, demain ce sera le français. En même temps que se produit la mondialisation se produit l'internationalisation qui est une tendance simultanée et c'est pourquoi on a tendance à les confondre. Parce que les peuples, grâce à la quatrième révolution technologique et industrielle, ont de plus en plus besoin de rapports économiques et culturels avec les autres. Mais par une relation entre nations, dans le respect de l'historicité de chacun, je crois donc que la mise en relation croissante des relations entre les nations du monde, ça c'est de l'internationalisation, et cela n'a rien à voir avec la mondialisation qui tend à supprimer les historicités de chaque société pour les livrer à la déréglementation et à la dérégulation.

Je crois donc qu'on a en ce moment une nouvelle forme de la lutte des classes à l'échelle mondiale, qui est la mondialisation contre l'internationalisation. La période dans laquelle nous sommes est celle d'une atteinte tant aux besoins sociaux qu'aux besoins identitaires des travailleurs et des peuples, et les deux seront confondus dans la conscience des gens.

Quand en 1995 —pour moi c'est le mouvement social qui a attiré mon attention sur cet aspect des choses—, on a vu cette levée de boucliers en défense de la sécurité sociale, on peut dire que c'est une lutte des classes. Des travailleurs qui luttaient pour la sauvegarde d'un acquis social. On peut dire que c'était une lutte citoyenne, puisqu'un gouvernement essayait de faire passer en force un projet qui n'avait pas été démocratiquement discuté. Mais la Sécu comme l'école publique, c'est quelque chose qui est tellement enraciné dans l'imaginaire politique français, que remettre en cause la Sécu, c'était remettre en cause l'idée même que nous nous faisions de la France, l'identité de la France. Et je crois que dans la grève de 1995, il y a eu



un aspect lutte sociale tout à fait évident, un aspect citoyen tout aussi évident, mais il y a également eu un aspect identitaire très fort, à tel point que la droite, en reculant, a bien compris la chose en disant "ne vous inquiétez pas, nous ne remettrons pas en cause les services publics *à la française*". Naturellement ils le font quand même.

Si la constitution giscardienne passe, demain dans l'Europe néolibérale, et si l'Accord Général sur le Commerce des biens et des Services oblige les Etats à ne plus considérer l'espace territorial d'un pays comme aire d'organisation de la démocratie et l'exercice de la citoyenneté, on aura à la fois des luttes sociales et des luttes de défense de "pays". Et j'emploie exprès le mot "pays", par confusion volontaire entre Pays Basque et France. Et attention, parce que si ce n'est pas la gauche qui est à la pointe de la défense des pays, il y a d'autres gens qui prendront la tête de cette lutte. Et ça risque d'aller dans une direction tout à fait différente, d'enfermement identitaire. C'est une question stratégique de répondre à la fois aux besoins des mouvements sociaux et aux besoins identitaires qui ne sont d'ailleurs eux-mêmes que des besoins sociaux.

Pour la convergence des luttes

Je voudrais quand même faire un peu de pub pour un article que j'ai adoré : la tribune de Jean-Noël Etcheverry "Txetx", dans l'avant-dernier numéro d'*Enbata* où il appelait à la convergence entre les luttes identitaires basques et les luttes sociales françaises. Et donc, sur le plan politique, à la convergence entre les mouvements abertzale et la gauche, même s'il y a des grosses difficultés.

Mais je reviens sur les élections régionales. Si on a vu le camarade Espilondo être élu, ça doit quand même poser question. Cela prouve qu'il y a quand même beaucoup de gens qui ont voté en tant que gens ayant des problèmes "français", et pas pour M. Espilondo qui a retourné sa veste sur la question du département Pays Basque. Quand on a dit cela on n'a encore parlé que de méthode et pas d'approche politique concrète.

Par quel biais, quel est l'angle d'attaque qui permettrait le mieux la confluence des luttes ? Je ne reviendrai pas ici sur le concept de nation car cela exige tout un autre exposé, mais je voudrais parler du droit à la différence. Pas dans l'abstrait, mais dans sa traduction concrète en termes de lutte et de positionnement politique. Grâce aux luttes de nos aînés, nous bénéficions, en gros, de libertés. Mais malgré les luttes de nos aînés, nous ne bénéficions pas du tout de l'égalité, et ce déséquilibre empêche la fraternité de s'épanouir. Et ne serait-ce que pour cette raison très générale, je crois que la lutte pour l'égalité est l'axe stratégique à long terme.

Droit à l'égalité plutôt que droit à la différence

Mais revenons un peu dans les détails sur la question du droit à la différence. Alors je crois qu'il faut refaire un peu l'historique de l'expression. Sauf erreur de ma part, je crois que ce terme est venu dans le vocabulaire post-68, dans la solidarité de militants de mouvements d'éducation populaire ou de militants politiques face aux tra-